

Pourquoi Microsoft risque de perdre la bataille de la souveraineté numérique

Par Frank , 31 mai 2026

L'Allemagne choisit Linux : Pourquoi Microsoft risque de perdre la bataille de la souveraineté numérique

Une analyse du changement historique des autorités allemandes vers les logiciels open source, étayée par des sources indépendantes



Par Frank Dumon

C'est une histoire fascinante et importante – la souveraineté numérique devient de plus en plus une question géopolitique, et l'approche allemande offre un modèle que d'autres gouvernements étudieront sérieusement. Dans le Land allemand du nord, le Schleswig-Holstein, niché entre la mer du Nord et la mer Baltique, il s'est produit quelque chose que l'industrie technologique mondiale n'a pas vu venir. Sans spectacle ni conférences de presse internationales, le gouvernement régional a décidé de remplacer systématiquement Microsoft Windows et les logiciels associés par Linux et des alternatives open source. Ce qui, à première vue, semble être une migration technique est, en réalité, une déclaration géopolitique d'une portée historique.

Les chiffres derrière la migration



Les faits sont concrets. Le Schleswig-Holstein a migré avec succès plus de 40 000 comptes utilisateurs et plus de 100 millions d'e-mails et d'éléments d'agenda depuis Microsoft Exchange et Outlook vers les plateformes open source Open-Xchange et Mozilla Thunderbird. D'ici fin 2025, 80 % des 30 000 postes de travail du Land devront fonctionner sous Linux et avec des logiciels open source. Le ministre de la Numérisation, Dirk Schrödter, a résumé de manière concise la nouvelle attitude envers Microsoft Teams : « We're done with Teams » – non pas « nous évaluons des alternatives », mais simplement : « nous sommes prêts ».

Les remplacements technologiques sont matures et prêts pour un déploiement critique :

1. [LibreOffice](#) remplace Microsoft Word et Excel
2. [Open-Xchange](#) reprend le rôle d'Outlook pour les e-mails et l'agenda
3. [Nextcloud](#), une plateforme développée en Allemagne, remplace SharePoint pour la gestion des fichiers et la collaboration
4. [Linux](#) devient le système d'exploitation de bureau pour toute l'infrastructure gouvernementale

Pourquoi maintenant ? L'argument de la souveraineté



La différence cruciale par rapport aux tentatives précédentes – comme l'échec du projet LiMux à Munich – réside dans la motivation sous-jacente. Munich avait basculé à l'époque pour économiser des coûts ; un argument qui s'est révélé vulnérable lorsque les coûts de migration ont augmenté et que les utilisateurs ont opposé une résistance. Le Schleswig-Holstein migre en revanche par nécessité stratégique : la souveraineté numérique.

Le catalyseur est intervenu en juin 2025, lors d'une audition au Sénat français. Anton Carniaux, directeur juridique de Microsoft France, a témoigné sous serment que l'entreprise *ne pouvait pas garantir* que les données hébergées dans des centres de données européens resteraient protégées contre l'accès par le gouvernement

américain, en raison du U.S. Cloud Act. Pour les gouvernements européens qui gèrent des données fiscales, des dossiers judiciaires et des informations de sécurité, ce fut un signal d'alarme.

Comme l'a déclaré le député européen allemand Alexander Geese lors du Nextcloud Summit à Munich : l'Europe risque « d'être chantageée à la fois par les géants technologiques américains et chinois ». Lorsqu'un législateur qui a contribué à rédiger le Digital Services Act utilise ce type de langage, on sait que la relation entre les gouvernements européens et les entreprises technologiques américaines a fondamentalement changé.

Un effet domino européen

LibreOfficeCe qui a commencé dans le Schleswig-Holstein ne s'est pas révélé être un incident isolé. Le Danemark a annoncé à l'été 2025 que son ministère de la Numérisation passerait de Microsoft à Linux et LibreOffice, avec pour objectif une migration complète d'ici fin 2025. La ministre danoise Caroline Stage Olsen l'a formulé de manière concise : « Une démocratie ne peut pas se permettre de devenir si dépendante de quelques fournisseurs étrangers qu'elle perd la liberté d'agir de manière indépendante ».

L'Autriche a franchi l'étape suivante en organisant en novembre 2025 un sommet sur la souveraineté numérique européenne à Berlin, où les 27 États membres de l'UE ont signé une charte donnant la priorité aux solutions open source comme mécanisme d'autonomie numérique. Il ne s'agit plus d'une préférence politique ; il s'agit d'une réorientation géopolitique.

La réaction de Microsoft : silence et augmentations de prix

Ce qui frappe dans la réponse de Microsoft, c'est l'absence de communication directe sur la question de la souveraineté. Aucun dirigeant senior n'a publiquement répondu aux garanties de protection des données exigées par les gouvernements européens. Au lieu de cela, l'entreprise a augmenté les prix de Dynamics 365 de 10 % et ajusté les coûts d'Azure. Pour les gouvernements qui doutaient déjà de leur dépendance, ces décisions commerciales n'ont pas été perçues comme une gestion commerciale normale, mais comme une confirmation de leurs préoccupations.

Dans le même temps, Microsoft a déclaré un chiffre d'affaires de 77,7 milliards de dollars pour le trimestre clos en septembre 2025, soit une hausse de 18 % en glissement annuel. Ces chiffres montrent une entreprise qui semble être au sommet de sa puissance – mais ils ne reflètent pas encore le changement

structurel chez ses clients les plus stratégiques : les États souverains.

Pourquoi ce projet peut réussir

Les experts soulignent un facteur crucial qui fait la différence cette fois-ci : la gestion du changement. François Pellegrini, professeur d'informatique spécialisé dans les migrations publiques, souligne que la résistance des utilisateurs – et non la technologie – a sapé le projet LiMux à Munich. Le Schleswig-Holstein a tiré les leçons de ces erreurs :

1. La migration a été menée par étapes, en commençant par les e-mails
2. Des formations utilisateurs ont précédé chaque phase de migration
3. Le soutien politique est resté constant tout au long du processus

Benjamin Jean, du cabinet de conseil IN3, a décrit la relation entre les gouvernements européens et le modèle de licences de Microsoft comme **"by the throat"** – une relation de captivité, et non de partenariat. Ce que nous observons maintenant, c'est la libération systématique de cette emprise.

La voie à suivre

Les deux à trois prochaines années seront décisives. Si le Schleswig-Holstein peut démontrer d'ici fin 2026 que 30 000 ordinateurs gouvernementaux fonctionnent de manière stable sous Linux, que 60 000 fonctionnaires travaillent de manière productive avec des outils open source, et que la migration a été achevée dans les délais et le budget impartis, alors un modèle émergera que tout gouvernement dans le monde pourra suivre.



C'est ce que Microsoft doit vraiment craindre : non pas la perte de contrats individuels, mais l'émergence d'un plan de sortie documenté et reproductible qui élimine la perception du risque. Dès que la question dans les services informatiques gouvernementaux passe de « Pouvons-nous le faire ? » à « Quand commençons-nous ? », le terrain de jeu change fondamentalement.

Le Land allemand a prouvé que la suppression progressive est possible. L'Europe prouve que la liberté retrouvée est une réalité. Le reste du monde observe le chemin parcouru en silence. La seule question en suspens est de savoir si Microsoft comprend ce à quoi il est véritablement confronté, et s'il dispose d'une réponse qui va au-delà de la poursuite de sa stratégie de « création de dépendance ».

Les gouvernements ne partent pas parce qu'ils ont trouvé un meilleur produit. Ils partent parce qu'ils ont trouvé quelque chose en quoi ils ont davantage confiance. Et dans la relation entre un gouvernement et la technologie avec laquelle il administre son pays, la confiance est une nécessité. C'est le fondement. Et une fois que ce fondement se fissure, aucune réduction de prix ni mise à jour de produit ne peut le réparer.

Sources

1. EagleEyeT, "German State Schleswig-Holstein Ditches Microsoft for Open Source Software in 2025"
2. The Register, "Schleswig-Holstein waves auf Wiedersehen to Microsoft stack"
3. ITsFoss, "Germany's Schleswig-Holstein Completes Massive Email Migration"
4. Heise Online, "Goodbye, Microsoft: Schleswig-Holstein relies on Open Source"
5. LinuxSecurity, "Understanding Schleswig-Holstein's Bold Move to Open Source"
6. X/Twitter, "Microsoft Q3 2025: Revenue Up 18.4% to \$77.7B"
7. Anadolu Agency, "US tech giants report revenues for July-September"
8. Convotis, "Microsoft: U.S. Access to EU Data Confirmed"
9. Forbes, "Microsoft Can't Keep EU Data Safe From US Authorities"
10. The Register, "Microsoft admits it 'cannot guarantee' data sovereignty"
11. UK Diplomatie, "Summit on European Digital Sovereignty delivers landmark commitments"
12. ÖAW, "Austrian initiative: EU commits to digital sovereignty"
13. SCiDA, "In the Name of Sovereignty?"
14. PCMag, "Denmark Wants to Dump Microsoft Software for Linux, LibreOffice"
15. OMG! Ubuntu, "Denmark's Government Ditches Microsoft for Open Source"
16. Nextcloud Blog, "EU Governments bet on Nextcloud to replace SharePoint"
17. The Document Foundation, "LibreOffice 25.8 Backgrounder"

Cette analyse est basée sur des sources publiquement disponibles en mai 2026. De Jakobijn s'efforce d'être précis, mais conseille aux lecteurs de rester critiques et de consulter les sources primaires pour les décisions politiques.